

Ce pays qui ne veut pas mourir: réflexions sur la France estivale

Qui traversait la France en cet été 2010 pouvait se faire une idée assez nette de l'état du pays. Celui de ses habitants, d'abord, avec leurs angoisses et leurs colères, mais aussi leurs espoirs. Celui de ses contrées et de ses terroirs, ensuite, de ses paysages et de ses villages. Et qui n'a pas parcouru la France autrement qu'à 130 km/h sur un ruban de goudron ne peut prétendre la ressentir et la comprendre. Il convient de se le rappeler toujours, dans un pays tellement centralisé, où les élites politiques et médiatiques ne franchissent le plus souvent le périphérique que pour rejoindre des réserves parisiennes implantées à Deauville ou dans le Luberon.

Saint-Aignan-sur-Cher, Grenoble... L'été 2010 a brui de ces deux noms dans le moindre village, autour de chaque table. Et l'on ne mesure pas assez combien ces noms, et les événements auxquels ils sont associés, resteront comme les symboles de l'inacceptable. Les images des platanes tronçonnés de Saint-Aignan, les impacts de balles sur les voitures des policiers, comme un pas de plus vers le chaos, semblent annoncer l'implosion progressive de notre pacte social. Le feuilleton de l'affaire Woerth n'est, pour la plupart des Français, qu'une anecdote à côté de ces faits qui nous racontent ce que la France est en train de devenir.

Et qu'en ont retenu tous ceux qui évoquaient ces événements, de quelque milieu qu'ils soient, de quelque bord politique ? Que celui qui transgresse la loi, ne répond pas aux injonctions de la police et force un barrage devrait pouvoir poursuivre sa route tranquillement. Que des masses d'individus trouvent à ce point inacceptable l'accident qui a résulté de leur tentative de fuite qu'il peuvent exprimer leur haine des

autorités représentant l'Etat et le peuple français en détruisant tout sur leur passage, et notamment les voitures de leurs voisins. Que, finalement, enfreindre les règles est devenu une norme, et que cette loi délibérée en commun qui fonde la démocratie ne sert qu'à se retourner contre ceux qui l'acceptent. La preuve : ils ont vu la compagne d'un braqueur mort dans sa fuite annoncer qu'elle porterait plainte contre les policiers auteurs des coups de feu. Dans une langue qui n'a plus cours, on aurait dit que c'est ce qui s'appelle n'avoir pas de vergogne.

Qui traversait la France en cet été 2010 pouvait sentir la colère monter. Une colère dangereuse, parce que dictée par un sentiment d'impuissance. Une colère qu'exacerbent encore les protestations de vierge outragée contre la «politique sécuritaire» du président. Quand le souvenir des émeutes de 2005 se réveille à chaque fait divers, quand les Français sentent une telle haine contre eux, contre leurs institutions et leur mode de vie, de la part de certains de leurs concitoyens, agiter encore le vieux chiffon usé du «retour aux heures les plus sombres de notre histoire» relève non seulement de l'aveuglement, mais surtout de l'irresponsabilité. Les Français voient enfler le spectre de la guerre civile, et que vient-on leur répondre ? Que les salauds, ce sont ceux qui s'inquiètent, et ceux qui veulent que le pouvoir politique agisse. Que ce pouvoir ne croit pas en ses propres décisions, et ne vise que sa perpétuation. Mais ils le savent, car le peuple est plus lucide que ne le croient les représentants autoproclamés du Bien.

Ils savent, bien évidemment, que l'annonce de Nicolas Sarkozy de retirer la nationalité française aux naturalisés ayant tué un policier – constitutionnelle ou pas, acceptable ou pas – ne règlera pas le problème puisque la plupart des émeutiers de Grenoble, de Villiers-le-Bel ou d'ailleurs sont Français nés en France ; qu'ils sont les enfants d'une politique qui a estimé qu'il suffisait d'une carte d'identité française pour se sentir Français et qu'intégrer non seulement les immigrés mais aussi leurs enfants ne servait à rien, voire même serait

«stigmatisant». Ils savent, mais ils veulent qu'on agisse, au lieu de nier l'évidente réalité. Ils savent mais ils sont exaspérés, et l'exaspération est mauvaise conseillère.

Qui, donc, traversait la France en cet été 2010 rencontrait partout Grenoble et Saint-Aignan. Mais il pouvait aussi les oublier un instant en regardant simplement autour de lui. Et qu'on me pardonne cette exclamation naïve, mais que la France est belle ! Belle au point d'effacer les émeutes – et l'on se dit que si l'on avait envoyé ces jeunes découvrir leur pays, sans doute en accepteraient-ils un peu mieux les mœurs et les règles. Car on n'aime que ce que l'on connaît. Mais les Français, tous les Français, connaissent-ils encore la France ?